

Domaine thématique 2 : Accroître l'engagement politique et financier en faveur du renforcement des systèmes

En mars 2000, les dirigeants africains ont souscrit à la Vision africaine de l'eau 2025. Il s'agit d'une vision d'une Afrique où il y a un accès durable à l'eau potable et à des services d'assainissement qui sont sûrs et adéquats pour répondre aux besoins fondamentaux de tous d'ici 2025. Cette vision a été introduite par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA) en collaboration avec l'Union africaine (UA) et la Banque africaine de développement (BAD). Cette ambition a été soutenue par des mesures structurelles importantes visant à renforcer les systèmes nationaux et locaux d'eau et d'assainissement :

- intégrer le recouvrement intégral des coûts et la différenciation des services, tout en garantissant des filets de sécurité pour les pauvres
- Assurer un financement durable à partir de sources nationales et internationales pour répondre aux besoins urgents en eau
- Assurer un financement durable de la réforme institutionnelle
- Assurer un financement durable pour la production et la gestion de l'information
- Promouvoir et faciliter le financement du secteur privé dans le secteur de l'eau.

En 2015, les dirigeants africains ont réaffirmé leur engagement à réaliser la Vision africaine de l'eau 2025 originale et ont en même temps fourni une analyse approfondie pour établir la cohérence entre l'agenda 2030 des ODD et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Dans le but de stimuler la réforme institutionnelle dans le secteur de l'assainissement, les lignes directrices

de la politique africaine d'assainissement (ASPG) ont été lancées en juin 2021. Elles ont pour but d'institutionnaliser les engagements du gouvernement qui ont été repris dans les engagements internationaux et régionaux à travers les ODD, la Vision africaine de l'eau et les engagements de N'gor.

Après plus de 20 ans, ces engagements sont toujours extrêmement pertinents. Malheureusement, selon les données récentes du JMP de la région, la plupart des pays du continent sont encore loin de réaliser cette vision et l'ODD 6.¹ Pourquoi ? Est-ce dû à un manque de volonté politique, à un manque d'engagements financiers suffisants, et/ou à la traduction de ces engagements politiques et financiers en changements concrets dans les systèmes WASH ?

Les engagements politiques et financiers des dirigeants nationaux sont essentiels pour réaliser cette Vision africaine de l'eau et l'ODD 6. Comment les engagements politiques pris par les dirigeants nationaux au niveau régional se traduisent-ils par des changements de politiques et des engagements financiers pour une prestation durable des services WASH ? Lorsque le leadership choisit de donner la priorité aux systèmes WASH, de fournir le financement nécessaire et de changer le système, nous constatons une augmentation de l'accès aux services WASH.

L'engagement politique est largement considéré comme essentiel pour accélérer le progrès car les politiciens 1) ont le pouvoir de diriger et de réorienter les ressources financières vers le problème et 2) fournissent le leadership et dirigent l'attention générale vers leurs questions

1. www.unicef.org/wca/reports/progress-drinking-water-sanitation-and-hygiene-africa-2000-2020

prioritaires, mobilisant d'autres acteurs publics et privés pour contribuer à la cause.

La thèse de ce thème est que l'engagement politique peut conduire à un engagement financier et à un changement de système, mais ce n'est pas toujours le cas. Il existe des facteurs spécifiques qui soutiennent le processus de conduite du changement.

Pour explorer cette thèse, le thème Augmenter l'engagement politique et financier pour le renforcement des systèmes est consacré à :

- explorer comment l'engagement politique peut être atteint, et quelles autres actions et initiatives sont nécessaires pour s'assurer que l'engagement politique se traduit par une action politique et un changement des systèmes.
- identifier ce qui déclenche l'engagement politique et financier, y compris le rôle de l'intérêt personnel, la pression politique, la demande des citoyens, les ressources des donateurs, etc.
- mettre en évidence les divers acteurs qui contribuent à la prise d'engagements et à leur mise en œuvre, y compris la responsabilité une fois les engagements pris.

Le thème réunira les gouvernements, la société civile et le monde universitaire afin de partager et de tirer des enseignements des expériences menées sur le continent, notamment au Bénin, au Ghana, au Kenya, au Liberia, à Madagascar, au Mali, au Rwanda et au Zimbabwe.